

712

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Crous de La Réunion et de Mayotte

MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE

CONDUITE D'OPERATIONS pour les projets du Crous de La Réunion et de Mayotte

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

PHASE CANDIDATURES

*Procédure avec négociation en application des articles R 2124-3, R. 2161-12 et suivants
du code de la commande publique.*

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES :

LE 03/06/2025 17H00 (HEURE LOCALE)

REF. CONSULTATION : CROUS-SPI2D-DL-2025-02

Pouvoir adjudicateur/Acheteur/Maitre d'Ouvrage :

CROUS de LA REUNION et de MAYOTTE
20, rue H. Foucque
97 490 Sainte-Clotilde

ARTICLE 1 – OBJET et ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Nature et étendue des prestations

La présente consultation vise la conclusion d'un accord-cadre à marchés subséquents tel que réglementé aux articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L.2422-3 de ce même Code « *le maître d'ouvrage peut passer avec un conducteur d'opération un marché public ayant pour objet une assistance générale à caractère administratif, financier et technique* ».

Ainsi, cette consultation a pour objet la réalisation de missions de conduite d'opération pour les projets du CROUS de LA REUNION et de MAYOTTE.

Le descriptif des prestations à réaliser figure dans le projet de Cahier des Clauses Techniques Particulières (Projet de CCTP) joint au dossier de consultation et seront précisés dans chaque marché subséquent.

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

| Code | Description |
|----------|---|
| 71240000 | Services d'architecture, d'ingénierie et de planification |
| 71241000 | Service de conseil, analyse |
| 71242000 | Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts |

1.2 Forme du marché

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à marchés subséquents conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 900 000 € HT sur toute sa durée d'exécution (reconduction comprise).

L'accord-cadre est mono-attributaire. Les modalités de passation des marchés subséquents sont précisées à l'article 6 du projet de convention d'accord-cadre.

1.3 Mode de dévolution

Le candidat peut se présenter en tant qu'opérateur économique unique ou en tant que groupement. En cas de constitution d'un groupement, il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement. Il est possible de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres :

- ☒ soit en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements,
- ☒ soit en qualité de membres de plusieurs groupements.

1.4 Allotissement

En raison de la nature des prestations, le marché n'est pas alloti.

1.5 Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa notification.

La durée de l'accord-cadre et les délais d'exécution des marchés subséquents figurent à l'article 8 de la convention d'accord-cadre.

1.6 Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne comporte pas de PSE (Prestations Supplémentaires Eventuelles).

1.7 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la Commande publique, un ou plusieurs nouveaux contrats ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.8 Modalités de financement

Les prestations faisant l'objet de cette consultation seront financées sur les ressources propres du CROUS. Le paiement s'effectuera dans un délai global de paiement qui ne pourra excéder trente jours, à compter de la réception de la facture conforme et dont les prestations auront fait l'objet d'une vérification du service fait.

Le titulaire pourra céder ou nantir, en partie ou en totalité, les créances résultant du marché.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

2.2 Procédure de passation

La présente consultation est passée selon **la procédure avec négociation** en application des articles R. 2161-12 à R. 2161-20 du code de la commande publique.

L'acheteur justifie du recours à la procédure avec négociation car le marché ne peut être attribué sans négociation préalable du fait de circonstances particulières liées à sa nature, sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y attachent (article R 2124-3-4° alinéa du code de la commande publique). De plus, la mission du conducteur d'opération pourra l'amener à appuyer l'Acheteur en matière de conception (vérification, réajustement du programme).

Le présent Règlement de la consultation concerne la phase candidatures de la procédure.

2.3 Conditions de participation

L'acheteur fixe des niveaux spécifiques minimaux et des compétences minimales suivants :

Niveau minimal exigé de capacité économique et financière :

- Chiffre d'affaires annuel moyen du candidat sur les 3 derniers exercices disponibles représente à minima 200 000 € HT (apprécié le cas échéant à l'échelle cumulée de tous les membres du groupement).

Un candidat ne disposant pas de ce niveau minimal de capacité économique et financière verra sa candidature déclarée irrecevable.

Compétences minimales exigées :

Le candidat proposera impérativement les compétences générales suivantes relevant de la conduite d'opérations :

- Une compétence en suivi administratif, technique et budgétaire de projet et management d'opérations en processus séquencé.
- Une compétence en ingénierie générale d'ouvrages de bâtiments couvrant tous les lots techniques et de structure, en ingénierie environnementale et performance énergétique.
- Une compétence en économie de la construction tous corps d'état.

En particulier, le titulaire devra mobiliser une équipe pluridisciplinaire disposant a minima des compétences suivantes :

- Gestion de projet immobilier public (maîtrise d'ouvrage)
- Conduite d'opérations de réhabilitation ou construction
- Qualité environnementale des bâtiments : CVC Thermique / CF -CF
- Economie de la construction
- Connaissance approfondie du Code de la commande publique
- Suivi technique, administratif et financier d'opérations complexes

Des compétences complémentaires en gestion de projet en site occupé, coordination d'acteurs multiples et accompagnement au changement seront appréciées.

Le candidat justifiera de la détention de ces compétences par la production de qualifications professionnelles pertinentes et/ou de références.

Un candidat ne disposant pas de ces compétences verra sa candidature déclarée irrecevable.

2.4 Exclusions pour la consultation

La mission du titulaire du contrat est incompatible avec celle du titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre et celle du contrôleur technique de la présente opération, en application de l'article L2422-4 du Code de la commande publique.

Cette mission est également incompatible avec toutes missions le plaçant dans une situation de juge et partie dans le cadre de l'opération (constructeur).

Ces exclusions s'appliquent pour tous les titulaires et cotraitants des contrats concernés.

En dehors des hypothèses précédentes, dans le cas où un candidat serait déjà missionné dans le cadre de cette opération, il devra justifier par son organisation ou tout autre moyen de la parfaite indépendance entre ses missions actuelles et l'objet du présent marché.

2.5 Forme juridique de la candidature

Les entreprises candidates se présentent soit individuellement, soit en groupement.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du code de la commande publique.

En cas de groupement, **chaque membre du groupement** ne pourra présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- en qualité de membres de plusieurs groupements ;
- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.6 Sous-traitance

Les prestations pour lesquelles la sous-traitance est envisagée devront être identifiées (document libre de déclaration ou formulaire DC4), ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

2.7 Nombre de candidats sélectionnés

La phase candidature a pour objet de sélectionner **3 candidats admis à présenter une offre et à participer aux négociations**.

2.8 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures seront analysées au regard des critères pondérés suivants :

- **Qualité et pertinence des moyens humains appréciés au regard des compétences des personnes pressenties pour l'opération (équipe dédiée). Les moyens du candidat, les expériences des collaborateurs et la cohérence des profils et le cas échéant, la répartition des tâches au sein du groupement (60%)**

- **Qualité et adéquation des références présentées (sur des opérations similaires de type réhabilitation de logements, de restauration collective et espaces de vie, de préférence en milieu occupé) (40%)**

A l'issue de la sélection des trois candidatures, les candidats concernés seront informés du rejet de leur candidature.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation

2.9 Documents à produire par les candidats auxquels il est envisagé d'envoyer une invitation à remettre une offre

Ces candidats devront transmettre à la Maîtrise d'ouvrage, **dans un délai de 10 jours calendaires** à compter de la date de réception du courrier de demande, les documents et attestations permettant de justifier ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique. Si un candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre leur activité au-delà de la durée du marché devra être produite.

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

3.1 Conditions d'obtention du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur met le DCE (phase Candidatures) à disposition par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

Il est impératif que les candidats retirent l'intégralité des documents.

Le dossier de consultation (DCE) remis aux candidats comporte :

- Le présent règlement de la consultation et son annexe relative au cadre de présentation des références ;

- Le *projet* de convention d'accord-cadre ;
- Le *projet* de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

3.2 Renseignements

Pour tous renseignements qui seraient nécessaires à la remise de leur candidature, les candidats pourront poser leur question via le lien du dossier sur la plateforme PLACE. Une réponse leur sera faite et diffusée à tous les candidats ayant retiré un dossier de manière non anonyme.

Les questions doivent être transmises au plus tard 8 jours ouvrés avant la date de remise des candidatures.

3.4 Communication des informations par voie électronique

En application de l'article R2132-2 et R2132-7 du Code de la commande publique, les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, utilise son profil d'acheteur via la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.). Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr.

Les candidats sont donc invités à :

- s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie électronique permet de recevoir ce type de message ;
- vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier "indésirable" ou "spam" ;
- accuser réception de chacun de ces envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

ARTICLE 4- MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES

4.1 Délai de réception des plis

La date limite de réception des candidatures est fixée à la date figurant en page de garde du présent document (heure locale du siège de l'Acheteur).

4.2 Modalités de transmission des plis sous format électronique

Le pli contenant la candidature est transmis UNIQUEMENT sous format électronique via la plateforme de dématérialisation.

En cas de difficulté lors de la remise de la candidature, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique.

4.3 Contenu des plis

4.3.1 Eléments relatifs à la candidature

Les candidats devront remettre les formulaires DC1 et DC2 ou tout autre document comportant les mêmes mentions. Les rubriques considérées desdits formulaires devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-après sollicitées soient bien fournies.

Aptitude :

☒ **Une lettre de candidature établie sur un imprimé DC1 complété (joint au DCE)** indiquant notamment :

- Les nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat ;
- Les raison sociale, forme juridique et, le cas échéant, le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat, sinon le numéro de TVA intracommunautaire.

Elle spécifie en outre :

- l'objet de la candidature ;
- le cas échéant, les noms et coordonnées des cotraitants, la répartition des prestations entre eux, la forme du groupement et la désignation du mandataire ;
- l'attestation sur l'honneur prévue aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique ;
- une adresse mail valide pour permettre des échanges électroniques entre le soumissionnaire et le maître d'ouvrage au cours de la procédure (envoi du dossier de consultation aux candidats retenus, questions/réponses, notification de décisions notamment).

En lieu et place de ce Document, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen « DUME » (cf. article R. 2143-4 du Code de la commande publique).

☒ **Une déclaration sur l'honneur** justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (via le DC1 fourni dans le DCE).

En lieu et place de ce Document, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen « DUME » (cf. article R. 2143-4 du Code de la commande publique).
L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

☒ Si le candidat est en redressement judiciaire, **la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité.**

☒ Si le signataire n'est pas le représentant légal du candidat, un pouvoir en vigueur doit être fourni. Ce dernier doit être signé par le représentant légal du candidat qui atteste de la capacité du signataire à représenter le candidat.

En cas de groupement, le pouvoir est à fournir pour l'intégralité des membres du groupement dont le signataire n'est pas le représentant légal.

Capacités économiques et financières :

☒ La « déclaration du candidat » dûment complétée pour le titulaire et chaque cotraitant, le cas échéant – **formulaire DC2 :**

- **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires annuel global du candidat et le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du présent accord-cadre, sur les trois derniers exercices disponibles** (en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles).
- l'identification, la forme juridique et le numéro d'identification de chaque cotraitant (ou motif de non-indication d'un numéro d'identification) ;

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, en précisant les moyens humains de la structure dédiée au marché ;
- les qualifications professionnelles (OPQIBI ou OPQTECC...) et/ou la présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant les missions, le montant, la date et le destinataire public ou privé, en lien avec les compétences exigées ;

Conformément à l'article R2142-13 du Code de la commande publique, le candidat indiquera les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché en assurant un niveau de qualité approprié. Le candidat indiquera les noms et les qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché en question.

Une sélection de 3 références maximum, par compétences exigées et décrites au règlement de la consultation, précisant pour chaque référence présentée, la nature de l'opération, le maître d'ouvrage, la mission et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et l'année de réalisation, exécutées au cours des 5 dernières années. Le candidat doit veiller à présenter 1 référence minimum par compétence et, au maximum, 3 références par compétence. En cas de groupement, les références pourront être celles du mandataire et/ou de ses co-traitants.

Conformément aux articles R. 2143-11, R. 2143-12 et R. 2143-16 du code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre.

Les formulaires sont disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr> dans la rubrique <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Les candidats veilleront à présenter des références comparables à l'opération, objet du marché, au regard de leur taille et/ou de leur nature et/ou de leur complexité et à motiver le choix de leur référence (*en utilisant le cadre de présentation*).

On entend par :

- « Taille comparable » : des projets de réhabilitation de plus de 1500 m² en surface de plancher
- « Nature comparable » : des projets de réhabilitation de type enseignement supérieur ou formation pour adulte ou établissements tertiaires, restauration collective et résidence sociale ou étudiante ou équivalent.
- « Complexité comparable » : des projets de réhabilitation réalisés en milieu contraint ou en milieu occupé.

Pour présenter ses références, le candidat devra utiliser le cadre de présentation joint au dossier de consultation (1 page par référence maximum).

La signature électronique n'est pas obligatoire

ARTICLE 5 – LANGUE ET REDACTION DES OFFRES

La candidature et toutes les pièces qui s'y rapportent doivent être rédigées en langue française.

ARTICLE 6 – VISITE SUR SITE

Aucune visite sur place n'est prévue pendant la durée de la consultation.

ARTICLE 7 – DEMATERIALISATION

Cf. modalités décrites en annexe au présent document.

ARTICLE 8 – PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de La Réunion
27, rue Félix Guyon
CS 61107
97404 Saint-Denis Cedex
Téléphone : 02 62 92 43 60

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont celles prévues aux articles L.551-1 à L.551-12 ; articles L.551-13 à L.551-23 et R421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative (CJA).

ANNEXE

CONDITIONS DE TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES PLIS

Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis doivent parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des plis indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Votre mot de passe est celui donné par www.marches-publics.gouv.fr lors du téléchargement du présent Dossier de Consultation via le courriel d'invitation à concourir.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur. Toute transmission par voie électronique en dehors de la plate-forme est refusée.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Chaque transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt est considéré comme hors délai. Le pli transmis par voie électronique est horodaté.

Signature électronique

Dans le cadre de l'application de la réglementation relative aux marchés publics, une offre non signée peut être prise en compte ; seule l'offre finalement retenue doit impérativement être signée.

Toutefois, si le candidat souhaite signer au stade du dépôt de l'offre son acte d'engagement, sa signature doit être conforme à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique.

Les documents sont signés par les candidats dans des conditions permettant d'authentifier leur signature au moyen d'un certificat de signature électronique, conformément aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil. Le signataire doit pouvoir produire les éléments permettant d'établir que la signature électronique utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait valablement engager l'entreprise.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire du groupement assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Si le mandataire du groupement n'est pas habilité à représenter l'ensemble des opérateurs économiques groupés, toutes les pièces doivent être signées par l'ensemble des membres du groupement. Un parapheur électronique peut alors être utilisé, permettant la signature d'un même document par plusieurs signataires. Les frais de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Le pouvoir adjudicateur rappelle qu'une signature scannée ne peut se substituer à une signature électronique.

En effet, la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier à signer (l'acte d'engagement par exemple). La signature « d'un fichier ZIP » contenant lui-même plusieurs documents ne vaut pas signature de chacun de ces documents.

Si le soumissionnaire utilise un fichier compressé (au format ZIP par exemple), lors de la signature électronique des documents depuis le site Internet, les documents contenus dans le fichier compressé ne sont pas signés individuellement électroniquement.

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, les catégories de certificats de signature utilisés pour signer électroniquement sont libres (néanmoins, seuls les certificats de signature électronique conformes au RGS (référentiel général de sécurité) sont autorisés) :

- Soit le certificat de signature émane de la liste de confiance française ou d'une liste de confiance d'un autre Etat membre, c'est-à-dire qu'il peut être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France par le ministère chargé de la réforme de l'Etat sur le site (<http://www.referencess.modernisation.gouv.fr>); et pour les autres Etats-membres par la Commission européenne sur le site (http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

- Soit le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance susmentionnée ; le signataire transmet alors avec le document signé, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes: la procédure permettant la vérification de la validité de la signature ; l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le niveau du certificat de signature utilisé pour signer les documents doit obligatoirement être au minimum de niveau II. Les formats de signatures autorisés sont les suivants : XAdES, PAdES et CAdES.

Si les candidats n'utilisent pas les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur pour signer les documents dont la signature est exigée, ils précisent au moins le nom du logiciel de signature électronique utilisé pour la signature des documents et l'adresse du site internet de l'éditeur à partir duquel le pouvoir adjudicateur pourra se procurer le vérificateur de signature, la procédure permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Remarques pratiques :

S'il y a modification du document après signature, le « couple » document signé et document de signature ne sont plus cohérents. L'opération de signature du document modifié est à renouveler.

L'action de signature crée automatiquement, dans le même répertoire, un nouveau document dont le nom est celui du document suffixé avec '.sig '. Par exemple le fichier dc3.doc devient dc3.doc.sig.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit complète et entièrement achevée avant la date et l'heure limites de dépôt des plis.

Taille et format des documents électroniques remis : les fichiers des candidats doivent, sous peine d'irrecevabilité, être transmis dans des formats largement disponibles [Portable Document Format (.pdf), Rich Text Format (.rtf), Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar), Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb), Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png), Internet : (exemple d'extension : .htm)].

En outre, il n'est pas recommandé aux candidats d'utiliser des fichiers au format « .exe ».

Détection d'un virus informatique dans un fichier : tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, est traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Le DIR – SG - GE utilise un antivirus avec une fréquence de mise à jour quotidienne.

Tout document contenant un virus informatique fait l'objet d'un archivage de sécurité et est réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en est informé.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant notamment les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le candidat : exe, com, bat, pif, vbs, scr, msi, eml.

Par ailleurs les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Outils requis pour répondre par voie dématérialisée : le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés figurant dans la Rubrique « Aide » Outils Informatiques » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Test de la configuration du poste : la remise d'une réponse électronique exige l'utilisation d'un programme (applet). Ce programme assure le formatage des fichiers de réponse ainsi que les opérations de signature et de chiffrement, le cas échéant. Cet applet nécessite une configuration spécifique de votre poste de travail.

Il est conseillé à chaque candidat de vérifier les prérequis pour la remise électronique d'une réponse dans la rubrique « Se préparer à répondre » à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Parallèlement à leur envoi électronique, les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. La copie est transmise selon les mêmes modalités que pour la voie matérialisée décrites ci-avant (voie traditionnelle papier). La copie de sauvegarde contient les mêmes éléments que le pli transmis par voie électronique et notamment le certificat électronique pour la signature de l'offre si la copie de sauvegarde est envoyée sur support physique électronique.

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : " copie de sauvegarde ".

Cette copie de sauvegarde ne peut être ouverte par le Pouvoir adjudicateur qu'en cas de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans le document électronique transmis par le candidat.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, sont détruits par le Pouvoir Adjudicateur.

Les documents transmis par voie électronique sont re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché public peut donner lieu à la signature manuscrite du marché public papier.

Toute transmission par voie électronique en dehors de la plate-forme est refusée.

Afin d'accompagner les entreprises dans l'installation et l'utilisation de la plateforme dématérialisée PLACE, une assistance est à leur disposition au 01 76 64 74 07 (9h – 19h les jours ouvrés) ou à l'adresse de courriel place.support@atexo.com.

Avertissement : Chaque candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), notamment "nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr", ne sont pas traités comme des courriels indésirables.